

Des agriculteurs de la CR manifestent contre les « importations massives »

© 16/01/2019 | 🧑 Arnaud Carpon, avec AFP • 📺 Terre-net Média

Une centaine d'agriculteurs de la Coordination rurale ont manifesté mercredi à l'entrée du port de Dunkerque (Nord) pour « dénoncer les importations massives » de céréales, principalement de maïs ukrainien, « qui ne respectent pas les normes » et « ruinent les agriculteurs français ».



À l'entrée du port de Dunkerque, troisième port français pour les céréales, des agriculteurs de la Coordination rurale ont dénoncé les "importations massives" de maïs ukrainien. (@CRPICARDIE)

Venus majoritairement des Hauts-de-France et de la région Centre-Val de Loire, les manifestants, équipés de quatre tracteurs, ont filtré dans le calme les camions entrant et sortant de la zone portuaire. « Cette année, 20 Mt de maïs vont pénétrer dans l'Union européenne, aux trois quarts venus d'Ukraine, dont un million en France », a expliqué **Nicolas Jaquet**, président de « France grandes cultures », le nouveau nom de l'OPG, section spécialisée de la **Coordination rurale**.

« Ce maïs ukrainien est produit sur des grandes fermes de dizaines de milliers d'hectares, avec des produits phytosanitaires interdits en France, des employés mal payés sans aucune protection sociale » et « des industriels français et certaines coopératives agricoles importent ce maïs », à bas coût, et « s'en servent pour faire baisser les prix ici », a-t-il dénoncé. Ce maïs ne répond « ni à la charte de qualité », ni aux « standards de production » européens, mais son importation « oblige nos agriculteurs à aligner leurs prix » et les industriels peuvent ensuite « réexporter » à l'étranger, a-t-il ajouté, dénonçant une « distorsion de concurrence ».

« En trente ans, le prix des céréales a été divisé par trois en monnaie constante, et malgré nos gains de productivité, notre chiffre d'affaires a baissé de 62 % », a déploré Nicolas Jaquet.

La Coordination rurale réclame donc une « exception agricole » pour « protéger nos marchés agricoles comme on a su protéger nos marchés culturels ». Pour Nicolas Jaquet, il faut « filtrer, taxer et établir des normes » strictes à l'heure où la France « sort des États généraux de l'alimentation » et « veut produire mieux et plus propre ». Mais « nous sommes les seuls à nous battre contre ces importations », a-t-il poursuivi, mettant notamment en cause les syndicats et la **FNSEA** qui sont « très proches des coopératives, alors que justement ces coopératives importent ».

#nordcéréales #agriculteur #balanconport #Dunkerque Une discussion s'entame D'un côté ceux qui ne veulent plus crever en silence et veulent des prix rémunérateurs De l'autre la sacro-sainte filière qui priorisent les outils industriels et la vente de l'agriculture à la finance pic.twitter.com/bbD5KkwJk8

— Bertrand CR (@CRPICARDIE) 16 janvier 2019

